

Distribution: Restreinte
Original: Anglais

EB 2004/81/R.18/Rev.1
Point 6 a) iii) de l'ordre du jour

22 avril 2004
Français



FIDA
FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE
Conseil d'administration – Quatre-vingt-unième session
Rome, 21-22 avril 2004

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT

AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT À LA

RÉPUBLIQUE DE GAMBIE

POUR LE

PROJET DE GESTION INTÉGRÉE PARTICIPATIVE DES BASSINS VERSANTS

TABLE DES MATIÈRES

TAUX DE CHANGE	iii
POIDS ET MESURES	iii
SIGLES ET ACRONYMES	iii
CARTE DE LA ZONE DU PROJET	iv
RÉSUMÉ DU PRÊT	v
NOTE DE PRÉSENTATION	vi
PARTIE I – L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LA STRATÉGIE DU FIDA	1
A. L'économie et le secteur agricole	1
B. Enseignements tirés de l'expérience antérieure du FIDA	3
C. Stratégie de collaboration du FIDA avec la Gambie	3
PARTIE II - LE PROJET	4
A. Zone du projet et groupe cible	4
B. Objectifs et portée	5
C. Composantes	5
D. Coûts et financement	6
E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes	9
F. Organisation et gestion	9
G. Justification économique	11
H. Risques	11
I. Impact social	11
J. Impact sur la problématique hommes-femmes	12
K. Impact sur l'environnement	12
L. Aspects novateurs	12
PARTIE III – INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ	13
PARTIE IV – RECOMMANDATION	13
ANNEXE	
RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES DANS L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ	15

APPENDICES

I. COUNTRY DATA (DONNÉES SUR LE PAYS)	1
II. PREVIOUS IFAD FINANCING IN THE GAMBIA (FINANCEMENT ANTÉRIEUR DU FIDA EN GAMBIE)	2
III. LOGICAL FRAMEWORK (CADRE LOGIQUE)	3
IV. ORGANIZATION AND IMPLEMENTATION (ORGANISATION ET EXÉCUTION)	5

TAUX DE CHANGE

Unité monétaire	=	Dalasi (GMD)
1,00 USD	=	30 GMD
1,00 GMD	=	0,0333 USD

POIDS ET MESURES

Système métrique

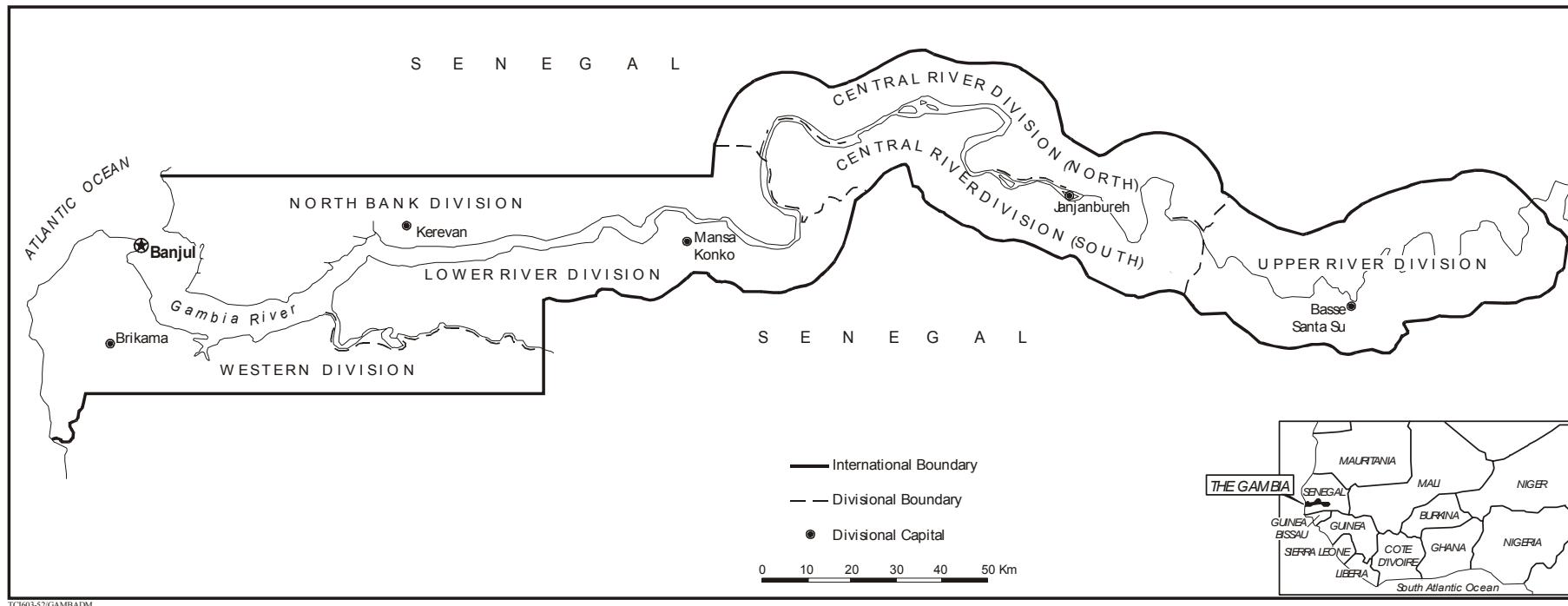
SIGLES ET ACRONYMES

BAfD	Banque africaine de développement
CCP	Comité de coordination du projet
COSOP	Exposé des options et stratégies d'intervention par pays
DEA	Département d'État à l'agriculture
FIDAfrique	Réseau régional en Afrique de l'Ouest et du Centre
GMD	Dalasi gambien
LADEP	Programme de développement agricole des basses terres
ONG	Organisation non gouvernementale
PIB	Produit intérieur brut
PIWAMP	Projet de gestion intégrée participative des bassins versants
PLAR	Apprentissage et action-recherche participatifs (méthode de vulgarisation)
RFCIP	Projet de financement rural et d'initiatives communautaires
S&E	Suivi et évaluation
UGP	Unité de gestion du projet

GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE GAMBIE
Année budgétaire

1^{er} janvier – 31 décembre

CARTE DE LA ZONE DU PROJET



Source: Département d'État à l'agriculture.

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

RÉPUBLIQUE DE GAMBIE

PROJET DE GESTION INTÉGRÉE PARTICIPATIVE DES BASSINS VERSANTS

RÉSUMÉ DU PRÊT

INSTITUTION INITIATRICE:	FIDA
EMPRUNTEUR:	République de Gambie
ORGANISME D'EXÉCUTION:	Département d'État à l'agriculture (DEA)
COÛT TOTAL DU PROJET:	17,5 millions de USD ^a
MONTANT DU PRÊT DU FIDA:	4,85 millions de DTS (équivalant approximativement à 7,1 millions de USD)
CONDITIONS DU PRÊT DU FIDA:	40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) 1'an
COFINANCEURS:	Banque africaine de développement (BAfD)
MONTANT DU COFINANCEMENT:	7,1 millions de USD
CONDITIONS DU COFINANCEMENT:	Particulièrement favorables
CONTRIBUTION DE L'EMPRUNTEUR:	1,7 million de USD
CONTRIBUTION DES BÉNÉFICIAIRES:	1,7 million de USD
INSTITUTION CHARGÉE DE LA PRÉÉVALUATION:	FIDA/BAfD
INSTITUTION COOPÉRANTE:	Banque africaine de développement (BAfD)

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

NOTE DE PRÉSENTATION

Qui sont les bénéficiaires? Le groupe cible prioritaire est formé de 12 000 petits exploitants pauvres qui tirent leur subsistance des cultures traditionnelles sur les hautes terres et de la riziculture dans les basses terres. Pour la mise en valeur des basses terres, le groupe cible principal sera celui des femmes, tandis que pour l'agriculture de conservation des hautes terres, ce seront à la fois les hommes et les femmes. Grâce à la démarche participative recommandée par le projet à l'échelon de la communauté, on aura la garantie que les besoins des groupes marginalisés seront pris en considération.

Pourquoi sont-ils pauvres? Les principales causes de pauvreté, selon la stratégie pour l'atténuation de la pauvreté-II, sont la lenteur de la croissance économique et la répartition inégale des revenus. La pauvreté rurale est attribuée à une médiocre base de ressources naturelles et au fait que les recettes d'exportation dépendent fortement de la monoculture de l'arachide. La faible productivité et la faible production s'expliquent principalement par une pression élevée exercée sur la terre, l'intrusion des eaux salines et l'acidification le long de l'interface entre les écologies rizicoles et le fleuve, les sols sablonneux des hautes terres, la faible rétention de l'eau, la mauvaise qualité des matériaux utilisés pour les digues et l'érosion prononcée des hautes terres qui compromet la mise en valeur des basses terres. La pauvreté résulte aussi d'une organisation insuffisante des exploitants et de l'accès difficile aux marchés et au crédit.

Que fera le projet pour eux? Le projet donnera aux communautés le moyen d'améliorer leur capacité de production et de remédier à la dégradation à long terme des terres par une panoplie d'activités coordonnées. Il visera ensuite à développer d'emblée les capacités des prestataires de services pour appuyer le renforcement des capacités des communautés rurales afin que les groupes communautaires (associations villageoises d'agriculteurs et comités villageois de développement) puissent planifier, réaliser, suivre et maintenir l'amélioration des moyens de subsistance et la gestion durable des ressources naturelles dont ils dépendent. Les initiatives communautaires seront soutenues par un fonds d'aménagement des bassins versants. Les questions connexes de la mise en place et de l'autonomisation des groupes de femmes et de jeunes seront inscrites dans toutes les activités proposées. Le projet de gestion intégrée participative des bassins versants (PIWAMP) est un projet de gestion des ressources naturelles qui ne soutiendra pas directement les activités d'amélioration des moyens d'existence en dehors de l'agriculture. Il fournira cependant les fonds nécessaires pour permettre aux membres de la communauté d'avoir accès aux fonds et programmes d'autres organisations et il leur apportera les mesures de soutien voulues à cet effet.

Comment les bénéficiaires participeront-ils au projet? Le projet suivra une démarche de participation communautaire intégrant la problématique hommes-femmes pour obtenir que l'exécution soit en prise sur la demande, que les bénéfices du projet soient équitablement répartis et que le développement obéisse à une approche intégrée. Grâce à la participation communautaire, les vues de tous les membres de la communauté seront intégralement prises en compte dans le processus de planification et dans l'élaboration du plan d'aménagement des bassins versants afin que les bénéfices potentiels de toutes les activités soient équitablement répartis (directement et indirectement). Les capacités des communautés seront renforcées non seulement dans le domaine de la définition, la planification et la réalisation de leurs microprojets, mais, ce qui est plus important, dans celui de la mobilisation des ressources et l'inclusion des activités d'exploitation et d'entretien. Le projet appuiera le renforcement des organisations d'agriculteurs, y compris les comités de gestion des sites, les associations villageoises d'agriculteurs, les associations de district d'agriculteurs et ensuite les organisations à l'échelon de la division et de la nation. Des fonds seront fournis pour permettre aux associations de district d'agriculteurs et à la Plate-forme des agriculteurs à l'échelon de la division et de la nation (groupe coiffant les organisations d'agriculteurs) de se réunir deux fois par an. La Plate-forme nationale sera consolidée pour pouvoir jouer un rôle plus efficace dans la concertation.

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT DU FIDA

AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT À

LA RÉPUBLIQUE DE GAMBIE

POUR LE

PROJET DE GESTION INTÉGRÉE PARTICIPATIVE DES BASSINS VERSANTS

J'ai l'honneur de présenter le Rapport et recommandation ci-après concernant une proposition de prêt à la République de Gambie d'un montant de 4,85 millions de DTS (équivalant approximativement à 7,1 millions de USD) à des conditions particulièrement favorables, en vue de contribuer au financement du Projet de gestion intégrée participative des bassins versants (PIWAMP). Le prêt aura une durée de 40 ans, y compris un différé d'amortissement de dix ans, et sera assorti d'une commission de service de trois quarts de points (0,75%) l'an. Il sera administré par la Banque africaine de développement (BAfD), en tant qu'institution coopérante du FIDA.

PARTIE I – L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LA STRATÉGIE DU FIDA¹

A. L'économie et le secteur agricole

1. **Généralités.** La Gambie est un petit pays plat, d'une superficie de 10 689 km², située sur la côte Atlantique de l'Afrique de l'Ouest, bordée sur trois côtés par la République du Sénégal et s'étendant sur 375 km environ le long du fleuve Gambie, avec une largeur moyenne de 30 km. Sa topographie se caractérise essentiellement par des plaines fluviales et des marais coupés de criques intertidales. Avec une population de 1 365 000 habitants et une densité de 128 habitants au km² en 2003² la Gambie est l'un des pays le plus densément peuplé d'Afrique. Avec un revenu national brut (RNB) de 320 USD par habitant, c'est aussi l'un des plus pauvres du monde. L'indice de développement humain du Programme des Nations Unies pour le développement pour 2001 le range au 149^{ème} rang sur 161 pays, soit un indice de 0,396.

2. **Performance économique et réformes.** L'économie gambienne est petite, a une base étroite et est influencée par le commerce de réexportation vers le Sénégal. Sans ressources minérales exploitables, cette économie est dominée par les services (y compris le tourisme) et l'agriculture, qui représentent, respectivement, 59% et 40% du PIB, les industries manufacturières (assemblage), l'industrie et la construction en représentant 14%. La Gambie tire ses recettes en devises du tourisme, de ses réexportations vers les pays voisins, de ses exportations d'arachides et de l'aide étrangère. La production intérieure de céréales couvre environ 50% des besoins du pays. Les importations vivrières (commerciales et aide alimentaire) sont passées de 93 100 tonnes (t) en 1995-96 à 112 400 t en 1998-99. Sans augmentation de la production, les importations de céréales devront tripler d'ici 2015. Bien qu'ayant atteint la stabilité macroéconomique, la Gambie connaît une pauvreté généralisée, puisque 47% des habitants étaient considérés comme pauvres et 30% comme très pauvres en 1998. La stratégie à moyen terme de réduction de la pauvreté est exposée dans la stratégie pour l'atténuation de

¹ Voir l'appendice I pour de plus amples informations.

² Estimations préliminaires avant le recensement national de 2003.

la pauvreté-II. Celle-ci a une double approche. D'une part, des actions spécifiques seront entreprises dans les secteurs clés pour réduire la pauvreté rurale, les domaines prioritaires étant l'agriculture, l'éducation, la santé, certaines infrastructures et la promotion de la petite entreprise. D'autre part, la croissance macroéconomique créera des revenus qui viendront étayer ces actions.

3. Potentiel agricole. L'agriculture fournit aujourd'hui quelque 40% du PIB et emploie plus de 73% de la main-d'œuvre. C'est d'elle que la population rurale et la majorité des ménages vivant sous le seuil de pauvreté tirent principalement leur subsistance. L'élevage apporte 24% du PIB agricole, les arachides 23%, les autres cultures 43%, la pêche 3% et l'exploitation forestière 3%. La Gambie compte actuellement 69 100 ménages d'agriculteurs. La superficie cultivée chaque année est d'environ 305 000 hectares (ha), soit 55% du total des terres arables qui est de 558 000 ha. À l'heure actuelle, seuls 1 500 ha ont été aménagés pour l'irrigation, mais une partie n'est plus en production. La production totale de paddy était estimée à 35 900 t en 2001-2002, dont 11 600 t cultivées sur les hautes terres, 10 900 t dans les terres marécageuses et 13 400 t sur les terres irriguées³. La dépréciation de la monnaie renforce la compétitivité du riz local par rapport aux importations. Les rendements moyens de paddy étaient estimés à 1,4 t/ha (y compris le riz irrigué). Au cours des dernières décennies, l'augmentation de la production est due à l'extension de la superficie cultivée, les rendements restants stagneants. La base des ressources naturelles de la Gambie est limitée et s'est nettement détériorée au cours des dernières décennies. La diminution des précipitations et la surexploitation sans apport d'intrants essentiels ont entraîné l'érosion et la dégradation des sols. Le problème de la fertilité des sols s'aggrava sous la pression démographique qui oblige à mettre en culture des terres plus marginales et à raccourcir les périodes de jachère. Les seules régions où la production ne diminue pas sont celles où le programme de développement agricole des basses terres (LADEP) a étendu et intensifié la production de riz de basse terre. Les rendements y ont fortement progressé et la sécurité alimentaire des ménages s'y est sensiblement améliorée. Il y a tout lieu de poursuivre les interventions du LADEP.

4. Marchés. La Gambie n'a qu'un seul grand marché urbain de consommation, la zone du Grand Banjul, qui est le port maritime pour les importations de riz, de blé, de sucre, de volaille, d'huile végétale et de produits laitiers. Contrairement à d'autres pays plus vastes ou enclavés, les agriculteurs gambiens peuvent offrir sur le principal marché urbain des prix pratiquement égaux à ceux du marché mondial. Si l'on se fonde uniquement sur l'avantage comparatif, les zones rurales de Gambie offrent de nombreuses possibilités, mais cet avantage disparaît souvent ou diminue lorsque les produits sont transportés jusqu'à la zone du Grand Banjul. L'expérience enseigne que: a) les interventions sous forme de projet doivent être menées avec prudence sur les marchés qui semblent offrir des créneaux car ils sont rapidement saturés et b) qu'il faudrait associer les organisations d'agriculteurs à la planification des interventions en matière de production et de commercialisation (négociations avec les fournisseurs d'intrants et les acheteurs de produits, périmètres de production, production sous contrat, vulgarisation adaptée, contrôle de qualité, etc.). Il est indispensable d'adopter une démarche souple en prise sur la demande dans la plupart des marchés créneaux. La demande concernant les principales cultures vivrières (riz, céréales secondaires et maïs), les anacardes et les petits ruminants autorise de larges interventions sans risque de distorsions du marché. Le Sénégal est un débouché potentiel pour les céréales secondaires, les petits ruminants et les arachides en période de pénurie sur le marché sénégalais.

5. VIH/sida. Les taux de prévalence sont relativement faibles (1,2% pour le VIH-1 et 0,9% pour le VIH-2), mais la progression rapide du VIH-1 (passé de 0,1% en 1990 à 1,2% en 2001) est inquiétante. Le taux d'infection des adultes (âgés de 15 à 49 ans) par le VIH-1 était de 1,6% en 2001 selon les statistiques.

³ L'étude nationale par échantillonnage de l'agriculture (Département de la planification/Département d'État à l'agriculture, DP/DEA) semble sous-estimer la superficie de la riziculture de marais intertidaux et surestimer la part de la production imputable à la riziculture irriguée.

B. Enseignements tirés de l'expérience antérieure du FIDA

6. À ce jour, le FIDA a approuvé six projets (d'un montant total de 32 millions de USD), dont deux sont en cours, le projet de financement rural et d'initiatives communautaires (RFCIP), qui est supervisé directement, et LADEP, qui est cofinancé avec la Banque africaine de développement (BAfD). Un don au titre du Programme de coopération élargie FIDA/organisations non gouvernementales (ONG) a été fourni en 2000 pour le renforcement des capacités de l'Association nationale des agricultrices.

7. Les enseignements tirés des interventions du FIDA en Gambie sont notamment que: a) les opérations pilotes novatrices mises à l'essai dans le cadre des projets se sont révélées être une bonne base pour l'élaboration de nouveaux projets; b) le développement de la riziculture de basse terre, fondé sur la gestion de l'eau, l'accès de la marée et une vulgarisation appropriée, donne de bons résultats et a un fort impact; c) l'amélioration graduelle des systèmes traditionnels de culture extensive est efficace et durable et vise les agriculteurs les plus pauvres; d) la mise en valeur durable des basses terres est liée à l'intervention dans les hautes terres adjacentes pour éviter les problèmes d'érosion; e) les associations villageoises d'épargne et de crédit sont un instrument efficace pour l'apport de services financiers ruraux, mais il faut remédier aux problèmes cruciaux de durabilité et de travail en réseau; f) le soutien en faveur d'une meilleure réglementation du secteur du microfinancement conduit à la viabilité du secteur, mais il est indispensable de définir une politique nationale de microfinancement; g) une petite unité de gestion du projet (UGP) autonome sert de facilitateur, recrute les prestataires publics et privés de services et est efficace; h) le recours à un système de bordereaux a un fort impact sur la performance des prestataires de services, en particulier ceux du secteur public.

C. Stratégie de collaboration du FIDA avec la Gambie

8. L'exposé des options et stratégies d'intervention par pays (COSOP) pour la Gambie approuvé par le Conseil d'administration à sa session de septembre 2003 prévoit que: a) les interventions seront centrées sur les causes de la pauvreté rurale; b) le FIDA concentrera ses efforts sur les zones où les interventions précédentes ont été fructueuses, où il possède un atout et où il peut jouer un rôle de chef de file; c) le FIDA coopérera autant que possible avec d'autres organismes bailleurs de fonds et d) les interventions seront conformes à la stratégie régionale du FIDA pour l'Afrique de l'Ouest.

9. Le COSOP recommande le maintien d'une UGP autonome, la sous-traitance des activités aux prestataires de services publics et privés avec un suivi attentif de leur coût-efficacité, l'apport d'un soutien suffisant au renforcement des capacités des acteurs au niveau local et de leurs organisations, et l'accent mis sur la participation des bénéficiaires à tous les stades de l'élaboration et l'exécution des projets.

10. Le COSOP propose la formulation de deux projets d'une durée de sept à huit ans et un budget d'environ 7,5 millions de USD pour chacun, en commençant par un nombre limité d'activités essentielles (microcrédit, auto-assistance émanant de la communauté, développement de la riziculture de basse terre) dont on a pu constater qu'elles généraient une forte demande et donnaient de bons résultats. Ces deux projets remplaceront les projets en cours qui prennent fin en 2004 (LADEP) et en 2005 (RFCIP).

11. **Justification du projet.** Le FIDA a montré avec succès la voie à suivre dans la mise en valeur des basses terres avec le programme LADEP. Celui-ci devait être la première tranche de huit ans d'un programme de 20 ans pour la mise en valeur des basses terres sous l'impulsion de la communauté à l'aide de techniques simples et de main-d'œuvre locale fournie bénévolement. L'examen à mi-parcours du LADEP a conclu que celui-ci est un projet sain et fructueux qui a de bonnes chances d'avoir des avantages durables. Les travaux de rétention de l'eau et d'accès aux marais

intertidaux ont permis d'augmenter sensiblement la production de riz. L'impact du LADEP sur les communautés rurales, en particulier les rizicultrices, a été très positif. Les ressources potentielles en terres pour un développement plus poussé ne sont pas encore épuisées et la demande du groupe cible du LADEP en faveur des composantes rétention de l'eau et accès aux terres intertidales reste élevée. Ce programme mérite donc d'être poursuivi.

12. L'examen à mi-parcours du LADEP a confirmé l'intérêt que revêt la poursuite de la mise en valeur des basses terres. Il a aussi souligné que l'utilisation plus intense de la terre et la modification du régime des précipitations avaient pour effet d'augmenter le ruissellement et l'érosion provenant des parties supérieures du bassin versant et que cela compromettait les interventions du LADEP dans les basses terres ainsi que la durabilité des pratiques culturales dans les zones victimes de ces phénomènes. En principe, les interventions de développement des cultures devraient commencer par les parties supérieures du bassin versant et ne pas se concentrer uniquement dans les basses terres. L'atelier des parties prenantes du COSOP a suggéré que le FIDA envisage d'inclure le bassin versant tout entier dans son intervention future.

13. Les agriculteurs des hautes terres éprouvent de grandes difficultés en raison de la pénurie de terre due à la croissance démographique et au déclin de la fertilité des sols. Pour persuader ces agriculteurs d'utiliser des méthodes qui conservent la terre, ce qui impliquerait de soustraire certaines terres à la production pour en faire des talus et des bandes couvertes d'herbe, il faudra sensibiliser fortement la population à la nécessité de protéger les hautes terres et aux avantages que présente l'agriculture de conservation en termes d'augmentation de la production globale de l'exploitation et de sa durabilité.

14. Le projet tient compte de la politique sectorielle du gouvernement en matière d'agriculture et de gestion des ressources naturelles, qui prévoit pour les communautés un rôle central dans la gestion de leurs ressources naturelles et qui complète les efforts de décentralisation du gouvernement. Ce projet va dans le sens du COSOP révisé pour la Gambie et répond aux objectifs 2 et 3 du Cadre stratégique du FIDA pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, étant donné qu'il insiste sur la participation, s'appuie sur les savoirs autochtones, élève la productivité de l'agriculture et des ressources naturelles et investit dans les femmes. Il sera, lui aussi, cofinancé avec la BAfD. Ce projet représente un pas de plus dans l'importance donnée à la gestion des sols et de l'eau pour garantir à long terme la productivité de l'agriculture gambienne et dans la mobilisation des ressources de l'État à cette fin.

15. Le PIWAMP peut jouer un rôle majeur dans les efforts pour sensibiliser davantage à l'importance des activités de gestion des ressources naturelles en Gambie, pour stabiliser la base de production vivrière et pour réduire au minimum les importations futures de vivres.

PARTIE II - LE PROJET

A. Zone du projet et groupe cible

16. Le projet de huit ans proposé sera d'ampleur nationale et sera ciblé sur les principaux bassins versants. Le groupe cible prioritaire est celui des petits exploitants pauvres qui tirent principalement leur subsistance des cultures traditionnelles des hautes terres et de la riziculture de basse terre. Pour la mise en valeur des basses terres, le groupe cible principal sera formé des femmes, tandis que pour l'agriculture de conservation des hautes terres, ce sont les hommes, les femmes et les jeunes qui seront visés. Le PIWAMP bénéficiera probablement à environ 12 000 ménages. La gestion intégrée des bassins versants devrait attirer de nouvelles communautés en provenance des hautes terres. Étant donné que les travaux de rétention de l'eau, de protection des hautes terres et d'accès aux marais seront entrepris sur base communautaire, tous les agriculteurs d'un site, y compris les femmes et les groupes désavantagés, bénéficieront des interventions du projet.

17. Les communautés seront ciblées en fonction de l'intérêt qu'elles portent à ce que le projet offre et de leur disposition à fournir du travail bénévole pour réaliser leurs activités prioritaires. L'expérience du LADEP montre que le travail bénévole assure en soi le ciblage dans la mesure où la disposition à accomplir un rude travail manuel est inversement proportionnelle à la richesse. Les villages qui perçoivent avec le plus d'urgence la nécessité de réhabiliter les rizières ont fait montre de plus d'intérêt que ceux qui ont d'autres sources de revenus. C'est pourquoi les villages plus petits et plus reculés ont demandé une assistance plus rapidement que les agglomérations plus vastes situées le long de la route. Ces vingt années d'expérience dans la mise en valeur des basses terres montre que 85% des bénéficiaires sont des femmes et des groupes marginalisés.

B. Objectifs et portée

18. **L'objectif global** du PIWAMP est de donner aux communautés rurales pauvres le moyen d'entreprendre et de poursuivre des activités de gestion intégrée des bassins versants qui améliorent leurs moyens d'existence et protègent leurs ressources naturelles.

19. Ses objectifs spécifiques sont: a) renforcer les capacités des communautés rurales et des prestataires de services à planifier, réaliser, gérer et poursuivre la gestion des bassins versants de manière durable et b) fournir des ressources aux communautés locales pour qu'elles puissent réaliser leurs activités de mise en valeur des bassins versants.

20. Au cours des deux premières années, les interventions dans les hautes terres seront mises au point et encouragées dans quatre à cinq zones d'aménagement afin de compléter les interventions en cours dans les basses terres fondées sur le LADEP. Pendant une phase d'élargissement (3-4 ans), le projet s'appuiera sur l'expérience qui se dégage en vue de créer une phase de consolidation qui sera centrée sur la pérennité des investissements faits et qui soutiendra leur maintien en l'état par les groupes cibles. Le but est de fournir un modèle pour que la communauté continue de financer et de réaliser les activités de gestion des terres et de l'eau qu'elle a choisies.

21. La réalisation du PIWAMP obéira aux **principes** suivants: a) recourir à une démarche en prise sur la demande inspirée de l'approche participative du LADEP qui a été fructueuse; b) répondre aux demandes d'intervention des communautés en commençant par les basses terres et en incluant progressivement les hautes terres de manière à englober tout le bassin versant; c) privilégier les méthodes à haute intensité de main-d'œuvre, sans emploi de matériel lourd (bulldozer, par exemple); d) renforcer les capacités des communautés à créer des comités villageois de développement et des comités d'agriculteurs de bassin versant et établir des plans d'aménagement du bassin versant, y compris un plan d'exploitation et d'entretien; e) intégrer la problématique hommes-femmes et celle des jeunes dans toutes les activités du projet; f) instaurer des partenariats et une collaboration étroite avec d'autres bailleurs de fonds, des ONG, des organisations communautaires et la société civile, et g) collaborer avec le RFCIP du FIDA afin d'encourager la bonne utilisation du crédit rural à court et à moyen terme ainsi que du don d'assistance technique du FIDA au Centre du riz pour l'Afrique afin de promouvoir la démarche de l'apprentissage et l'action-recherche participatifs (PLAR) dans l'adoption et la diffusion des techniques.

C. Composantes

22. Le projet sera articulé sur les trois composantes suivantes: a) renforcement des institutions; b) fonds d'aménagement des bassins versants, et c) coordination et suivi et évaluation du projet.

23. **Renforcement des institutions (24% des fonds du projet).** Cette composante traitera de l'organisation et de la participation des agriculteurs aux activités du projet et sera un facteur clé du succès du projet. Elle aura deux sous-composantes: a) le renforcement des institutions à l'échelon du bassin versant qui aidera les communautés rurales à s'organiser et à définir, planifier, réaliser et

entretenir l'aménagement de leurs bassins versants de manière intégrée afin d'améliorer la sécurité alimentaire et les moyens d'existence tout en protégeant les ressources naturelles; cette sous-composante soutiendra aussi un programme communautaire de prise de conscience et de sensibilisation au VIH/sida en collaboration avec le projet de santé de la Banque mondiale, et b) le renforcement des institutions à l'échelon de la nation, de la division et du district qui soutiendra le renforcement des capacités des prestataires de services dans l'emploi des démarches participatives en prise sur la demande afin de servir plus efficacement les communautés; dans le cadre de cette composante, le projet financera une campagne d'information et de sensibilisation, un programme de formation, un programme d'alphabétisation fonctionnelle et des voyages d'étude.

24. **Fonds d'aménagement des bassins versants (65% des fonds du projet).** Pour répondre à la demande des communautés et les aider à réaliser leurs plans d'action pour les bassins versants, le projet établira un fonds de développement communautaire qui financera l'exécution de quatre grandes activités: a) systèmes de gestion des sols et de l'eau des basses terres; b) digues et chaussées d'accès aux marais et ponts; c) gestion villageoise des hautes terres et agriculture de conservation, et d) activités de développement agricole. Les questions connexes de la promotion de la femme et des groupes de jeunes ainsi que de leur autonomisation seront inscrites dans toutes les activités proposées. Le projet aidera aussi les membres de la communauté à accéder aux fonds et programmes d'autres organismes. Cette composante financera les priorités de la communauté à l'aide d'une allocation budgétaire d'environ 55 000 USD par communauté pendant trois à quatre ans, à condition que l'accord de projet soit approuvé en ce qui concerne les contributions et apports de la communauté aux activités d'exploitation et d'entretien. Pour toutes les activités, les prestataires de services seront payés lorsque la communauté aura certifié que les activités ont été menées à bien correctement.

25. **Coordination et suivi et évaluation du projet (S&E) (11% des fonds du projet).** Cette composante soutiendra la coordination, le suivi et l'évaluation (S&E) de toutes les activités du projet et la gestion financière du projet. L'exécution du projet sera du ressort d'une UGP autonome rattachée au Département d'État à l'agriculture (DEA). L'UGP engagera par contrat les prestataires de services publics et privés qui réaliseront les activités du projet. Cette composante financera le matériel et la formation de courte durée du personnel de l'UGP, l'assistance technique, les véhicules et les dépenses de fonctionnement, les indemnités de terrain et les travaux simples de restauration des bâtiments. Elle couvrira aussi les dépenses afférentes à la vérification annuelle des comptes, à l'examen à mi-parcours et au rapport d'achèvement du projet. La BAfD fournira un appui spécifique à l'UGP pour des études spécialisées et pour le financement de la formation de longue durée.

D. Coûts et financement

26. Le coût total du projet (voir le tableau 1) s'étendant sur une période de huit ans, y compris les aléas d'exécution et les aléas financiers ainsi que les droits et taxes, est estimé à environ 17,5 millions de USD aux prix de 2003, à raison d'environ 15,3 millions de USD pour les coûts de base et de 2,2 millions de USD pour les aléas⁴. La part en devises s'élève à 28% du total des coûts. Les dépenses d'investissements de base sont de 10,5 millions de USD (68%), et les dépenses renouvelables de 4,8 millions de USD (32%).

27. Le projet sera financé à l'aide de prêts parallèles du FIDA et de la BAfD. Le FIDA apportera environ 7,1 millions de USD, qui serviront en grande partie au renforcement des capacités à l'échelon du bassin versant, au développement agricole des basses terres et à l'accès aux marais ainsi qu'aux études sur les possibilités de création d'activités. La BAfD apportera elle aussi 7,1 millions de USD qui serviront au renforcement des capacités à l'échelon de la nation, de la division et du district, au

⁴ Les aléas d'exécution ont été estimés à 10% pour les travaux de génie civil, la main-d'œuvre communautaire et les intrants agricoles, à 5% pour les autres catégories de dépenses et à 0% pour les véhicules. Les aléas financiers sont de 10% pour les coûts en monnaie locale et de 2,5% pour les coûts en devises.

développement de l'agriculture sur les hautes terres et à la gestion de l'élevage, aux forêts communautaires et à l'amélioration des pistes villageoises. Le gouvernement apportera 1,7 million de USD pour financer les salaires du personnel de l'UGP et de l'unité de gestion des sols et de l'eau, et les droits et taxes frappant les importations. Les bénéficiaires apporteront 1,7 million de USD sous forme de main-d'œuvre, de matériaux locaux ainsi que du logement et de l'hébergement des équipes de construction, le cas échéant.

TABLEAU 1: RÉSUMÉ DES COÛTS DU PROJET^a
(en milliers de USD)

Composante	Monnaie locale	Devises	Total	% des devises	% des coûts de base
Renforcement des institutions					
À l'échelon du bassin versant National, de division et de district	1 017,2 1 747,0	128,7 746,0	1 145,9 2 493,0	11 30	7 16
Sous-total	2 764,2	874,7	3 638,8	24	24
Fonds d'aménagement des bassins versants					
Systèmes de gestion des sols et de l'eau des basses terres	1 857,4	437,5	2 294,9	19	15
Accès aux marais	1 946,8	577,6	2 524,4	23	16
Gestion des hautes terres et agriculture de conservation	2 098,5	924,5	3 023,0	31	20
Développement de l'agriculture	1 306,2	824,1	2 130,2	39	14
Études des possibilités de création d'activités	73,3	—	73,3	—	—
Sous-total	7 282,2	2 763,7	10 045,8	28	65
Coordination et S&E du projet	937,9	720,6	1 658,5	43	11
Coûts de base	10 984,2	4 358,9	15 343,2	28	100
Aléas d'exécution	696,9	249,9	946,8	26	6
Aléas financiers	953,5	286,0	1 239,5	23	8
Coût total	12 634,6	4 894,9	17 529,5	28	114

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

TABLEAU 2: PLAN DE FINANCEMENT^a
(en milliers de USD)

	BAfD		FIDA		Gouvernement		Bénéficiaires		Total		Devises	Monnaie locale (hors taxes)	Droits et taxes
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%			
Renforcement des institutions													
À l'échelon du bassin versant National, de division et de district	131,3	10,0	1 034,5	80,5	118,6	9,2	—	—	1 284,5	7,3	134,1	1 105,7	44,7
Sous-total	1 712,5	62,1	320,0	11,6	726,3	26,3	—	—	2 758,7	15,7	808,5	1 687,4	262,8
Fonds d'aménagement des bassins versants	1 843,8	45,6	1 354,5	33,5	844,9	20,9	—	—	4 043,2	23,1	942,6	2 793,1	307,5
Systèmes de gestion des sols et de l'eau des basses terres	44,0	1,7	2 049,8	77,4	67,9	2,6	487,3	18,4	2 649,0	15,1	500,6	2 080,5	67,9
Accès aux marais	5,2	0,2	2 218,7	75,0	76,0	2,6	657,8	22,2	2 957,7	16,9	683,6	2 198,1	76,0
Gestion des hautes terres et agriculture de conservation	2 994,1	84,7	70,8	2,0	87,5	2,5	380,7	10,8	3 533,1	20,2	1 050,6	2 395,0	87,5
Développement de l'agriculture	1 190,3	49,2	935,9	38,7	165,3	6,8	125,8	5,2	2 417,2	13,8	929,5	1 322,4	165,3
Études des possibilités de création d'activités	—	—	83,4	100,0	—	—	—	—	83,4	0,5	—	83,4	—
Sous-total	4 233,5	36,4	5 358,7	46,0	396,7	3,4	1 651,7	14,2	11 640,5	66,4	3 164,3	8 079,5	396,7
Coordination et S&E du projet	1 003,5	54,4	371,4	20,1	470,9	25,5	—	—	1 845,8	10,5	788,0	910,7	147,2
Total	7 080,7	40,4	7 084,6	40,4	1 712,5	9,8	1 651,7	9,4	17 529,5	100,0	4 894,9	11 783,3	851,3

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes

28. **Passation des marchés.** Tout contrat de fourniture de véhicules sera passé sur la base de procédures internationales d'achat, d'évaluation et de comparaison des offres reçues d'au moins cinq fournisseurs admis à soumissionner aux termes de l'accord de prêt. Tout contrat de fourniture de matériel de bureau et d'intrants agricoles d'un montant estimatif supérieur à l'équivalent de 10 000 USD sera passé par appel à la concurrence locale. Tout contrat de fourniture de matériel de bureau et d'intrants agricoles d'un montant estimatif équivalant à 10 000 USD ou moins peut être passé sur la base de l'évaluation et de la comparaison des offres reçues d'au moins trois fournisseurs. Tout contrat de travaux de génie civil d'un montant estimatif supérieur à l'équivalent de 50 000 USD sera passé par appel à la concurrence locale. Tout contrat de travaux de génie civil d'un coût estimatif équivalant à 50 000 USD ou moins peut être passé sur la base de l'évaluation et de la comparaison des offres reçues d'au moins trois fournisseurs. Tout contrat de prestation de services d'un montant compris entre l'équivalent de 20 000 USD et de 50 000 USD sera passé par appel à la concurrence. Tout contrat de prestation de services d'un montant estimé à l'équivalent de 20 000 USD ou moins peut être passé sur la base de l'évaluation et de la comparaison des offres reçues d'au moins trois fournisseurs.

29. **Décaissements.** Pour faciliter les décaissements et l'exécution du projet, un compte spécial en dollars des États-Unis sera ouvert par l'emprunteur au nom du projet auprès de la Banque centrale de Gambie et sera doté d'une allocation autorisée de 450 000 USD. Il sera réapprovisionné selon les procédures prévues dans l'accord de financement.

30. Le gouvernement ouvrira un compte du projet sur lequel il déposera sa contribution de contrepartie aux coûts du projet. Il apportera un montant de 1 712 500 USD pour couvrir les droits et taxes ainsi que les contributions en valeur réelle de l'administration au titre des salaires du personnel. L'entrée en vigueur du prêt est subordonnée au dépôt initial d'un montant en dalasis gambiens équivalant à 100 000 USD par le gouvernement sur le compte du prêt pour couvrir les besoins afférents à la première année d'exécution. Ce compte sera réapprovisionné trimestriellement, par anticipation, conformément au plan de travail et budget annuel (PTBA) pertinent.

31. Les retraits du compte de prêt se feront sur présentation de relevés des dépenses pour des montants que le FIDA indiquera par notification au gouvernement. Les justificatifs de ces dépenses seront conservés par le projet et tenus pour inspection à la disposition des missions de supervision et des commissaires aux comptes. Tous les autres retraits du compte seront pleinement justifiés par des documents pertinents.

32. **Comptabilité et audit.** La comptabilité du projet sera tenue par le coordonnateur du projet. L'UGP tiendra des comptes en partie double conformes aux normes comptables internationales. Les décaissements seront subordonnés à l'établissement d'un système comptable satisfaisant. Les comptes du projet et ceux des organisations partenaires seront examinés régulièrement et/ou à la demande des missions de supervision. Un audit financier et de gestion sera réalisé chaque année par un cabinet d'audit comptable de réputation internationale agréé par le FIDA. Le cabinet d'audit donnera son avis sur les procédures d'appel d'offres, sur la légitimité des postes de dépenses imputés au compte spécial et sur l'emploi des biens et services financés par le projet. Il donnera aussi un avis distinct sur les relevés de dépenses. Il incombera à l'UGP de donner suite en temps voulu aux recommandations d'audit. Les honoraires du cabinet d'audit seront payés à l'aide du produit du prêt.

F. Organisation et gestion

33. **Un comité de coordination du projet (CCP)** sera établi et présidé par le secrétaire permanent du DEA. Il sera composé de la présidente de l'Association nationale des agricultrices, du président de la Plate-forme nationale des agriculteurs, de deux exploitants (un homme, une femme) choisis dans

chaque division par les associations d'agriculteurs de district et des directeurs (ou ceux qu'ils auront désignés) du Département des services agricoles, du Département du développement communautaire (DDC), du Département de la planification, de l'Institut national de recherche agricole, de l'Agence nationale pour l'environnement (ANE), du Secrétaire d'État permanent aux finances et aux affaires économiques et de l'unité de gestion des sols et de l'eau. Le coordonnateur du projet assurera le secrétariat du CCP. Le CCP se réunira au moins deux fois par an et tous les trois mois si nécessaire et il sera chargé: a) d'examiner et d'approuver les PTBA du projet présentés par l'UGP; b) de remédier aux obstacles politiques qui entravent la progression du projet; c) de remédier aux entraves interorganisations à l'exécution du projet; d) de conseiller le gouvernement sur les changements de politique, en particulier concernant le crédit aux petits agriculteurs et la disponibilité des intrants agricoles; e) d'examiner les rapports périodiques sur l'état d'avancement du projet, y compris les rapports de S&E, remis par l'UGP, de veiller à ce que les plans de travail et le calendrier de passation des marchés soient réalisés comme prévu, et f) d'entreprendre une visite annuelle de suivi sur le terrain auprès d'une division pour s'entretenir avec les groupements villageois et les prestataires de services du projet afin d'évaluer l'efficacité et l'efficience des activités de mise en œuvre.

34. Une petite UGP autonome sera installée à Banjul pour réaliser les activités du projet. Au moins 25% des cadres seront des femmes. L'UGP sera chargée de la sélection des villages, du recrutement et de la supervision des prestataires de services, de veiller à ce que les informations de S&E nécessaires soient recueillies au niveau du village et auprès des prestataires de services et soient régulièrement tenues à jour dans le système de gestion informatisée, et de rendre compte de ses activités au CCP et au FIDA. Elle aura aussi pour fonction d'élaborer une stratégie de communication pour relier les activités du projet et diffuser les informations les concernant: a) auprès des communautés du projet; b) entre le projet et d'autres administrations et groupes d'ONG intéressés en Gambie, et c) entre le projet et d'autres parties prenantes pertinentes et intéressées de la région de l'Afrique de l'Ouest, éventuellement avec les ressources de FIDAfrique⁵. L'UGP comprendra les personnels suivants: a) deux coordonnateurs de terrain, l'un pour gérer les activités et les travaux de construction des basses terres et l'autre pour gérer les travaux de conservation et les activités de développement agricole et de recherche adaptative des hautes terres; b) une personne ressource supplémentaire en S&E spécialisée en agroéconomie et en économie sociale pour assurer l'évaluation d'impact, l'étude des bénéfices des activités, l'analyse des coûts et l'étude des possibilités de création d'activités, et c) un assistant en mobilisation de la communauté qui aidera le coordonnateur de développement communautaire à enregistrer les données, à établir les comptes rendus et à assurer la liaison avec le DDC. Le projet financera l'équipement et la formation de courte durée du personnel de l'UGP, l'assistance technique pour les spécialistes en conservation participative des terres et en agriculture de conservation, la mobilité du personnel, notamment les véhicules et les dépenses de fonctionnement, les allocations de terrain et les travaux simples de restauration des bâtiments du LADEP.

35. **Activités de S&E.** La sous-composante S&E comprendra: a) le suivi interne de l'avancement de l'exécution et des effets qui en découlent (par l'UGP et les institutions partenaires); b) le S&E participatif avec la participation de la communauté, c) le suivi environnemental et l'évaluation d'impact (par l'ANE) et d) l'évaluation d'impact, essentiellement selon la méthode de participation de la communauté, mais aussi à l'aide d'études ciblées. L'addition au personnel de l'UGP d'un économiste en S&E serait d'un grand atout pour renforcer l'aptitude du projet à coordonner et réaliser les travaux d'évaluation et l'évaluation d'impact. L'élément clé du système de S&E est constitué par le fait que chaque village participant se verra attribuer un code unique d'identification du site et suivra les activités de ce site. Chaque prestataire de services suivra ses propres progrès dans l'exécution par rapport aux objectifs fixés dans le PTBA et il soumettra des rapports trimestriels d'activité à l'agent chargé du S&E au sein de l'UGP. L'équipe de S&E de l'UGP recueillera des données ventilées par

⁵ Un réseau basé sur Internet et reliant les projets et autres partenaires en Afrique de l'Ouest et du Centre.

sex sur les réalisations du projet qu'elle exposera dans les rapports trimestriels et annuels d'activité qui rendent compte des résultats des activités participatives de S&E.

G. Justification économique

36. L'analyse économique du surcroît de production agricole donne un taux de rentabilité économique et interne de 12%. Ce taux n'est pas influencé sensiblement par les variations dans les coûts du projet ni dans son calendrier. C'est un résultat très encourageant pour les petits producteurs associés à cette activité. Les principaux avantages de ce projet concerteront cependant l'environnement et la société, par son impact important sur le renforcement des capacités et la condition de la femme.

H. Risques

37. On trouvera dans le rapport de préévaluation une matrice détaillée d'analyse des risques, y compris les moyens de gérer et d'atténuer les risques. Le risque principal du projet est lié à l'application intégrale de la méthode de la participation de la communauté, étant donné que les communautés pourraient considérer le PIWAMP comme le prolongement du LADEP, alors que le PIWAMP englobera l'aménagement du bassin versant tout entier. Ce risque sera pris en compte par: a) la sensibilisation ciblée; b) une formation plus poussée des assistants de développement communautaire, et c) l'organisation d'une réunion annuelle d'examen et de planification à l'échelon du village pour obtenir que la dynamique du processus d'exécution vienne des communautés elles-mêmes. Un deuxième risque tient à la réticence des agriculteurs à adopter des pratiques culturelles de conservation. Les communautés des hautes terres ne verront peut-être pas les avantages à court terme de ces pratiques, mais uniquement les digues de protection des villages. On tiendra compte de ce risque par: a) les encouragements apportés aux communautés par la sensibilisation, la méthode PLAR et les activités scolaires pour leur faire comprendre l'impact à long terme de la dégradation des hautes terres; b) les encouragements apportés aux communautés pour qu'elles réalisent un ensemble équilibré de pratiques culturelles de conservation et de levées de terre le long des courbes de niveau à titre expérimental jusqu'à ce qu'elles comprennent l'intérêt de la lutte contre l'érosion, et c) une première application de la méthode accélérée de recherche participative et l'établissement d'un plan de gestion du bassin versant donnent une priorité élevée à l'évaluation de la sécurité alimentaire actuelle et de l'impact des activités proposées sur cette sécurité. Un troisième risque est celui d'une faible performance des partenaires d'exécution. On tiendra compte de ce risque par: a) l'attribution d'indemnités de mobilité et de terrain au personnel des institutions partenaires; b) une formation en cours d'emploi, y compris la visite des sites sous-régionaux et régionaux pertinents pour mettre les connaissances à jour, et c) l'adaptation et le renforcement de l'UGP par l'assistance technique et des ressources spécialisées.

I. Impact social

38. L'impact social du projet proviendra de trois sources: la production accrue de riz et de céréales, l'accès amélioré aux marais et le renforcement des capacités au niveau de la communauté et à celui des prestataires de services. L'augmentation de la production de riz et de céréales créera des emplois à la campagne et en ville et accroîtra les revenus des petits producteurs de riz et de céréales (hommes et femmes). L'accès amélioré aux rizières réduira de deux heures par jour au moins la durée du trajet des femmes. Le renforcement des capacités de la communauté améliorera sa prise de conscience et sa capacité à cerner et résoudre ses problèmes, et il donnera aux communautés locales le moyen de s'occuper de leurs besoins. Les campagnes de sensibilisation au VIH/sida contribueront à réduire le risque de contracter cette maladie. Toutes ces améliorations feront reculer la pauvreté. La démarche participative adoptée par le projet répondra aux besoins des plus pauvres des agriculteurs, dont bon nombre sont des femmes. L'augmentation des revenus des femmes améliorera la sécurité

alimentaire du ménage et son bien-être, puisque les femmes consacrent l'essentiel de leurs revenus à la famille et spécialement aux enfants.

J. Impact sur la problématique hommes-femmes

39. Dans le programme LADEP, près de 85% des bénéficiaires étaient des femmes. L'accès des femmes aux rizières traditionnelles et leur maîtrise de ces rizières et de leur récolte ont été renforcés et les femmes ont acquis plus de poids dans la prise de décisions en étant représentées à part égale dans les associations villageoises d'agriculteurs. Dans le projet PIWAMP, l'équilibre entre les sexes sera probablement modifié par l'extension des activités du projet aux hautes terres, domaine à domination masculine. Dans le PIWAMP, on compte donc qu'un tiers des bénéficiaires seraient des hommes et deux tiers des femmes. Aussi longtemps que l'on s'en tient à une approche fondée sur la main-d'œuvre dans les basses terres, il y a peu de chance que les hommes prennent la place des femmes dans ces activités. Le FIDA et la BAfD ont exprimé la crainte de voir l'augmentation de la production de riz dans les basses terres se traduire par un surcroît de travail pour les femmes dans la récolte et la transformation du riz et ils ont proposé qu'on leur apporte du matériel de transformation pour éviter cet inconvénient. Au lieu d'ouvrir une ligne de crédit pour ce matériel, le projet reliera les sites du PIWAMP aux associations villageoises d'épargne et de crédit soutenues par le FIDA dans le cadre du projet RFCIP. L'évaluation d'impact réalisée en 2001 a constaté que le surcroît de travail des femmes dans la récolte était compensé par le temps gagné dans la préparation de la terre et le désherbage dans les périmètres de rétention de l'eau ainsi que dans les trajets jusqu'à la rizière dans le cas de l'accès aux marais intertidaux⁶.

K. Impact sur l'environnement

40. Le projet adoptera une démarche participative globale pour la conservation des bassins versants basée sur la recherche systématique et la gestion des problèmes agronomiques et environnementaux. On compte que l'impact global sur l'environnement sera favorable. Néanmoins, l'analyse de la situation et de l'impact écologiques montre qu'il faut entreprendre d'autres études/évaluations d'impact du projet sur la faune et sur les habitats naturels. Les interventions comme celles de l'accès aux marais intertidaux, la bonification des terres et l'installation d'ouvrages de colmatage des ravines pourraient avoir des effets secondaires (même mineurs) ou altérer les caractéristiques naturelles de l'hydrologie si leur exécution laisse à désirer ou si les mesures d'atténuation sont insuffisantes. Le projet ne soutiendra pas d'activités qui pourraient avoir des impacts irréversibles ou cumulatifs importants sur l'environnement et il se range dans la catégorie "B" selon les procédures administratives du FIDA pour l'évaluation environnementale.

L. Aspects novateurs

41. Le projet proposé présentera au moins quatre grands aspects novateurs. Le premier est inhérent à l'approche du projet: les organismes d'exécution répondraient aux demandes des communautés. Si une communauté ne demande que des travaux nouveaux dans les basses terres ou la poursuite de travaux en cours et en l'absence de problèmes d'érosion, les interventions du projet dans ces sites seront ciblées uniquement sur les basses terres. Si la communauté demande des interventions qui l'aideraient à lutter contre la dégradation et l'érosion des terres, le projet commencera par la communauté qui fait la demande et remontera ensuite jusqu'à l'origine du problème aussi loin que nécessaire afin d'en repérer les causes en amont; la sensibilisation commencera dans le village dont émane la demande et s'étendra ensuite aux autres villages qui connaissent le même problème (ou qui en sont la cause) dans la partie supérieure du bassin versant. Le deuxième aspect novateur consiste en une stratégie explicite de désengagement à deux volets pour la structure de soutien du projet qui

⁶ Les femmes ont dit à l'équipe d'évaluation qu'elles n'étaient pas mécontentes de travailler davantage pour récolter une plus grande quantité de riz car récolter des vivres pour nourrir la famille n'était pas une corvée mais un plaisir.

repose d'une part sur le renforcement des capacités des organisations des bénéficiaires à assumer des responsabilités accrues en matière de technique, de gestion et de financement, et d'autre part sur un transfert concomitant et progressif de ces responsabilités. Le troisième aspect sera l'introduction d'un nouveau système de vulgarisation et de recherche dans l'exploitation – la méthode PLAR recommandée par le Centre du riz pour l'Afrique – qui remplacera le système de formation et de visites. Le quatrième aspect sera le soutien fourni à la Plate-forme nationale des agriculteurs et à ses organes régionaux pour accroître l'influence des organisations locales par une concertation permanente avec le gouvernement et d'autres parties prenantes pertinentes sur les problèmes essentiels comme la réforme agraire et les mécanismes d'apport des intrants.

PARTIE III – INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ

42. Un accord de prêt entre la République de Gambie et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le prêt proposé sera consenti à l'emprunteur. Un résumé des garanties supplémentaires importantes incluses dans l'accord de prêt négocié est joint en annexe.

43. La République de Gambie est habilitée en vertu de ses lois à contracter un emprunt auprès du FIDA.

44. Il m'est acquis que le prêt proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA.

PARTIE IV – RECOMMANDATION

45. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le prêt proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE que le Fonds fera à la République de Gambie un prêt en diverses monnaies d'un montant équivalant à quatre millions huit cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (4 850 000 DTS) venant à échéance le 15 novembre 2043 ou avant cette date. Ce prêt sera assorti d'une commission de services de trois quarts de point (0,75%) par an et sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.

Lennart Båge
President

**RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES
DANS L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ**

(Négociations de prêt conclues le 22 mars 2004)

1. **Comptes du projet.** Le Gouvernement de la République de Gambie (le Gouvernement) ouvre et tient auprès de la Banque centrale de Gambie ou dans une autre banque proposée par le Gouvernement et acceptée par le FIDA, deux comptes courants libellés en dalasi pour le financement des opérations du projet. L'un de ces comptes recevra le produit du prêt et l'autre les fonds de contrepartie du Gouvernement. Ces deux comptes du projet seront garantis contre toute compensation, opposition ou saisie selon des modalités et conditions proposées par le Gouvernement et agréées par le FIDA. Le coordonnateur du projet et le contrôleur financier seront pleinement habilités à gérer conjointement ces deux comptes du projet.

2. **Contribution de contrepartie.** Pendant la durée d'exécution du projet, le Gouvernement mettra à disposition des fonds de contrepartie provenant de ses ressources propres pour un montant global équivalant à 1 712 000 USD au titre des opérations du projet, conformément aux procédures nationales habituelles en matière d'aide au développement. À cette fin, le Gouvernement déposera sur le compte des fonds de contrepartie du projet un premier montant de 100 000 USD pour couvrir la première année d'exécution du projet et réapprovisionnera trimestriellement, par anticipation, ce compte du projet en y déposant les fonds de contrepartie prévus dans le PTBA relatif à l'année du projet concernée.

3. **Équité entre les sexes.**

- a) Le Gouvernement veillera à ce que les femmes représentent au moins 25% des cadres de l'UGP.
- b) Pendant toute la durée d'exécution du projet, le Gouvernement:
 - i) identifiera les obstacles à une exécution du projet respectueuse de l'équité entre les sexes et s'efforcera de réduire ces obstacles au minimum;
 - ii) facilitera la participation des femmes aux activités du projet et à la jouissance des avantages qui en découlent;
 - iii) soutiendra la sensibilisation et la prise de conscience en matière d'équité entre les sexes à tous les niveaux;
 - iv) s'assurera que le système de suivi et d'évaluation comporte des indicateurs relatifs à l'équité entre les sexes et que les données recueillies sont ventilées par sexe.

4. **Stratégie de communication.** Dans les neuf mois suivant la date d'entrée en vigueur, l'UGP élaborera et commencera à mettre en œuvre la stratégie de communication décrite dans l'accord de prêt.

5. **Suivi et évaluation.** Le système de suivi et d'évaluation du projet se conformera au «Guide pratique de suivi-évaluation des projets de développement rural» du FIDA et comprendra, entre autres éléments: i) un suivi interne de l'état d'avancement de l'exécution et de ses effets; ii) un système participatif de S&E par le biais du processus de participation communautaire; iii) un suivi environnemental et une étude d'impact; et iv) l'évaluation de l'impact à la fois par l'approche de la participation communautaire et par des études ciblées. Le système de S&E attribuera à chaque village participant un code unique d'identification de chantier et suivra les activités sur les chantiers. Chaque prestataire de service suivra l'état d'avancement de ses propres activités par rapport aux

objectifs fixés dans le PTBA et soumettra des rapports trimestriels d'activité à l'agent chargé du S&E au sein de l'UGP. L'équipe de S&E de l'UGP recueillera des données ventilées par sexe sur l'exécution du projet, qu'elle communiquera dans des rapports trimestriels et annuels d'activité rendant compte des résultats des activités participatives de S&E.

6. Exonération d'impôts. Le Gouvernement exonérera d'impôts l'importation, l'achat et la fourniture de tous biens, travaux de génie civil et services financés par le prêt.

7. Assurance du personnel du projet. Le Gouvernement assurera le personnel du projet contre les risques de maladie et d'accident, conformément aux procédures en vigueur dans la fonction publique nationale et dans une mesure compatible avec celle-ci.

8. Les conditions supplémentaires suivantes sont spécifiées comme conditions préalables à l'entrée en vigueur de l'accord de prêt:

- a) le Comité de coordination du projet a été dûment créé;
- b) l'UGP a été dûment créée;
- c) le PTBA relatif à la première année du projet a été approuvé par le FIDA;
- d) le Gouvernement a dûment ouvert le compte spécial et les comptes de projet;
- e) le Gouvernement a déposé la première tranche des fonds de contrepartie sur le compte de projet approprié;
- f) le manuel des procédures opérationnelles et celui des procédures administratives et financières ont tous deux été approuvés par le FIDA à l'état de projet;
- g) le Gouvernement a sélectionné l'auditeur du projet en vue de sa nomination;
- h) l'accord de prêt a été dûment signé, et la signature et l'exécution dudit accord par le Gouvernement ont été dûment autorisées et ratifiées par toutes les instances administratives et gouvernementales compétentes;
- i) une copie de l'accord avec la BAfD dûment signé a été remise au FIDA et toutes les conditions préalables à l'entrée en vigueur et au premier décaissement prévu dans l'accord avec la BAfD (autre que celles relatives à l'entrée en vigueur du présent accord) ont été remplies;
- j) un avis juridique favorable, émis par le Procureur général et Secrétaire d'État à la justice, acceptable par le FIDA tant en la forme que sur le fond a été remis par le Gouvernement au FIDA.

APPENDIX I

COUNTRY DATA

GAMBIA, THE

Land area (km² thousand) 2001 a/	10	Gross national income per capita (USD) 2001 a/	320
Total population (million) 2001 a/	1.34	GDP per capita growth (annual %) 2000 a/	3
Population density (people per km²) 2001 a/	134	Inflation, consumer prices (annual %) 2001 a/	1 b/
Local currency	Dalasi (GMD)	Exchange rate: USD 1.00 =	GMD 0.053
Social Indicators			
Population (average annual population growth rate) 1995-2001 a/	3.1	Economic Indicators	
Crude birth rate (per thousand people) 2001 a/	38	GDP (USD million) 2001 a/	390
Crude death rate (per thousand people) 2001 a/	14	Average annual rate of growth of GDP c/ -1981-1991	3.6
Infant mortality rate (per thousand live births) 2001 a/	91	-1991-2001	3.5
Life expectancy at birth (years) 2001 a/	53	Sectoral distribution of GDP 2001 a/ % agriculture	40
Number of rural poor (million) (approximate) a/	n/a	% industry	14
Poor as % of total rural population a/	n/a	-% manufacturing	5
Total labour force (million) 2001 a/	0.68	% services	46
Female labour force as % of total, 2001 a/	45	Consumption, 2001 a/ General government final consumption expenditure (as % of GDP)	15
Education		Household final consumption expenditure, etc. (as % of GDP)	84
School enrolment, primary (% gross) 2001 a/	82 b/	Gross domestic savings (as % of GDP)	1
Adult illiteracy rate (% age 15 and above) 2001 a/	62	Balance of Payments (USD million)	
Nutrition		Merchandise exports, 2001 a/	9
Daily calorie supply per capita, 1997 c/	2 614	Merchandise imports, 2001 a/	200
Malnutrition prevalence, height-for-age (% of children under 5) 2001 d/	19 b/	Balance of merchandise trade	-191
Malnutrition prevalence, weight-for-age (% of children under 5) 2001 d/	17 b/	Current account balances (USD million) -Before official transfers, 2001 a/	n/a
Health		-After official transfers, 2001 a/	-53
Health expenditure, total (as % of GDP) 2001 a/	4 b/	Foreign direct investment, net, 2001 a/	n/a
Physicians (per thousand people) 2001 a/	n/a	Government Finance	
Population using improved water sources (%) 2000 d/	62	Overall budget deficit (including grants) (as % of GDP) 2001 a/	n/a
Population with access to essential drugs (%) 1999 d/	80-94	Total expenditure (% of GDP) 2001 a/	n/a
Population using adequate sanitation facilities (%) 2000 d/	37	Total external debt (USD million) 2001 a/	489
Agriculture and Food		Present value of debt (as % of gross national income) 2001 a/	69
Food imports (% of merchandise imports) 2001 a/	35 b/	Total debt service (% of exports of goods and services) 2001 a/	4
Fertilizer consumption (hundreds of grams per ha of arable land) 2001 a/	35 b/	Lending interest rate (%) 2001 a/	24
Food production index (1989-91=100) 2001 a/	153	Deposit interest rate (%) 2001 a/	13
Cereal yield (kg per ha) 2001 a/	1 286		
Land Use			
Arable land as % of land area, 2000 a/	23		
Forest area as % of total land area, 2000 a/	48		
Irrigated land as % of cropland, 2000 a/	1		

a/ World Bank, *World Development Indicators*, CD ROM 2003.

b/ Data are for years or periods other than those specified.

c/ UNDP, *Human Development Report*, 2000.

d/ UNDP, *Human Development Report*, 2003,

PREVIOUS IFAD FINANCING IN THE GAMBIA

Project Name	Initiating Institution	Cooperating Institution	Lending Terms	Board Approval	Loan Effectiveness	Current Closing Date	Loan/Grant Acronym	Denominated Currency	Approved Loan/Grant Amount
Jahaly and Pacharr Smallholder Project	IFAD	AfDB	HC	17 Dec 81	20 Oct 82	30 Jun 92	L-I-77-GA	SDR	4 050 000
Agricultural Development Project II	IDA	IDA	HC	04 Apr 84	06 Nov 84	30 Jun 93	L-I-144-GA	SDR	4 750 000
Small-Scale Water Control Project	IFAD	UNOPS	HC	05 Dec 89	17 Dec 90	30 Jun 97	L-S-21-GA	SDR	2 850 000
Agricultural Services Project	IDA	IDA	HC	02 Dec 92	02 Nov 93	30 Jun 99	L-I-312-GA	SDR	2 550 000
Lowlands Agricultural Development Programme (LADEP)	IFAD	AfDB	HC	12 Apr 95	27 May 97	30 Jun 04	L-I-375-GM	SDR	3 400 000
Rural Finance and Community Initiatives Project (RFCIP)	IFAD	IFAD	HC	02 Dec 98	14 Jul 99	31 Dec 05	7-I-486-GM	SDR	6 600 000

IDA = International Development Association (World Bank Group). UNOPS = United Nations Office for Project Services. HC = highly concessional.

LOGICAL FRAMEWORK

Intervention Logic	Objectively Verifiable Indicators	Means of Verification	Risks and Assumptions
Goal Empower poor rural communities to undertake and maintain integrated watershed-management activities that enhance their livelihoods and protect their natural resources.	Household food self-sufficiency in lowland project sites increased by at least 33%. Agricultural productivity of uplands sustainably increased by at least 10%. Soil erosion and fertility loss in upland areas sustainably reduced.	Baseline/completion surveys of household food production and consumption. Baseline survey/completion survey of crop and livestock production (from National Agricultural Sample Survey). Environmental impact assessments. Satellite images.	Farming systems that meet community objectives can be developed. Uncontrolled livestock grazing negates project benefits. Water flows outside project village control do not overwhelm project works
Specific Objectives 1. Sustainably strengthen the capacity of rural communities and service providers in planning, implementing, managing and maintaining watershed-management activities 2. Provide necessary resources to local communities to implement their watershed development activities.	Number and quality of community agriculture and natural resource management initiatives operating at project end. Ongoing O&M activities in 95% of project communities. Resources to meet community AWP/B requirements provided as planned. Menu of WDF activities changed by 50 % by end of project.	Annual Community participatory rural appraisals (PRAs). Quarterly village monitoring reports. Annual review workshops Annual village review report AWP/Bs Audit reports, project completion report (PCR)	Community leadership flexible and adaptable to new ideas. Youth remain in rural areas and engage in agricultural activities. Government decentralization policies continue. Service providers adequately resourced by Government
Component Outputs Institutional Strengthening 1.1 Watershed Level Rural communities planning, implementing and maintaining integrated watershed-management activities to improve food security and livelihoods, while protecting natural resources. Service providers plan and provide implementation support to the satisfaction of beneficiaries. 1.2 National, Divisional and District levels Service providers using participatory, demand-driven approaches to meet target communities requests and mainstreaming gender equality, vector-borne disease protection and HIV/AIDS awareness.	Number/quality of PIWAMP schemes successfully planned, implemented and maintained by communities. 95% satisfactory (or better) rating by communities for inputs by service providers. Community satisfaction with performance of service providers (disaggregated by gender). Incidence of vector-borne diseases and HIV/AIDS in supported communities.	Annual community review PRAs Annual review workshops PIWAMP Annual Reports, PCR Annual community review PRAs Annual field checking by the Department of Planning (DOP) impact review team. Annual community review PRAs Annual division review workshops Department of State for Health and Social Welfare (DOSHSW) clinic records.	Long-term benefits of upland conservation farming perceived as justifying short-term reduction in food security. Field staff of service providers motivated and adequately resourced. Government capacity to service project adequate and sustained.

Intervention Logic	Objectively Verifiable Indicators	Means of Verification	Risks and Assumptions
2. Watershed Development Fund <i>Lowland Water-Management Schemes</i> New and upgraded lowland water-management schemes sustainably developed, managed and maintained for improved rice production.	Incremental rice production from new and upgraded sites (area, yields).	Annual community review PRAs Yield surveys (National Agricultural Sample Survey) SWMU land development records.	Availability of suitable sites. Appropriate technology developed for improvement of back swamps.
2.2 Swamp Access New and upgraded swamp access sustainably developed, managed and maintained for improved rice production.	Incremental rice production from new and upgraded sites	Annual community review PRAs. Yield surveys (National Agricultural Sample Survey). SWMU land development records.	
2.3 Upland management and conservation farming An integrated programme of community-implemented sustainable watershed-management activities successfully developed in pilot watersheds.	Sustainable increase in farm productivity in selected watersheds with no degradation of soil fertility or erosion status.	Annual community review PRAs Crop yield surveys Livestock surveys	Gambian small farmers will adopt practical, improved farming systems.
2.4 Agricultural Development Effective system of participatory agricultural extension based on PLAR developed and sustainably implemented. Sustainable integrated farming system that increases productivity and provides food security, while conserving natural resources successfully developed and introduced. Sustainable community-based seed multiplication successfully introduced as profitable microenterprise.	Extent of the adoption of improved technologies and practices. Number of farmers successfully and sustainably practising conservation farming on uplands. Percentage of improved seed supplied to farmers by farmers.	Annual community review PRAs Department of Agricultural Services (DAS) Annual Reports Annual community review PRAs National Agricultural Sample Survey Annual community review PRAs NGO Annual Reports National Agricultural Research Institute (NARI) Annual Report	DAS adequately resourced to sustain extension system. Appropriate technologies and practices acceptable to communities identified turned into practical farming system. NARI adequately resourced to supervise and carry out certification.
2.5 Business opportunity assessments Support system for rural entrepreneurs developed and successfully operating.	Number of micro-enterprises successfully planned, developed and operated profitably.	Annual community review PRAs NGO Reports	Business opportunities not profitable with skills available and prevailing interest rates
3. Project Management Unit Project effectively managed, with PMU established and providing timely management information and support. PMU M&E and implementing agencies M&E units provide effective impact monitoring.	AWP/Bs and disbursement rates meeting design targets. Disbursement efficient and effective. M&E/management information system (MIS) collect necessary field level information on time to monitor progress and assess impact.	Supervision Reports MTR, PCR Audit Reports Supervision Reports Annual Reports PCR	Suitably qualified persons can be contracted to replace retiring LADEP PMU staff of retirement age. Service providers deliver in contracted arrangements. Service providers deliver M&E data on time to PMU as contracted.

APPENDIX IV

ORGANIZATION AND IMPLEMENTATION

A. Coordination and Project Management

1. **The PCC.** The PIWAMP PCC will be chaired by the permanent secretary of DOSA or their deputy, and its members will be: the chairwomen of the National Women's Farmers Association, the chair of the National Farmer Platform; two farmers (one woman, one man) from each division selected by the district farmer associations (DFAs) and directors (or nominees) of DAS, DCD, DOP, NARI, NEA and SWMU. The project coordinator will provide secretariat support to the PCC.
2. The PCC will meet at least twice a year, quarterly if necessary, and be responsible for: (a) reviewing and approving the project AWP/B submitted by the PMU; (b) addressing the policy constraints on project progress; (c) addressing inter-agency constraints on project implementation; (d) advising the Government on policy changes, particularly in relation to credit for small-scale farmers and the availability of farm inputs; (e) reviewing the regular project progress reports, including M&E reports, from the PMU, to ensure workplans and procurement schedules are achieved as planned; and (f) undertaking an annual field monitoring visit to a division for discussions with project village groups and service providers to assess the effectiveness and efficiency of implementation activities.
3. **The PMU.** A small, autonomous PMU will be set up in Banjul to implement project activities. The PMU will be responsible for village selection, the contracting and supervision of service providers, ensuring that required M&E information is obtained at the village level and from the service providers and regularly updated in the project MIS, and reporting to the PCC and IFAD. The PMU organizational structure is outlined in the following figure, with staff and short-term consultant responsibilities detailed in Annex 3.
4. An additional responsibility will be to develop (through a communications consultancy) a communications strategy to link and disseminate project activities: (a) among project communities; (b) between the project and other interested government and NGO groups in The Gambia; and (c) between the project and other interested relevant stakeholders in the West Africa region; this could make use of FIDAFRIQUE resources. Funds have been allocated for regular inputs for the communication process, as most PMU staff will be too busy or not skilled in implementing the process.

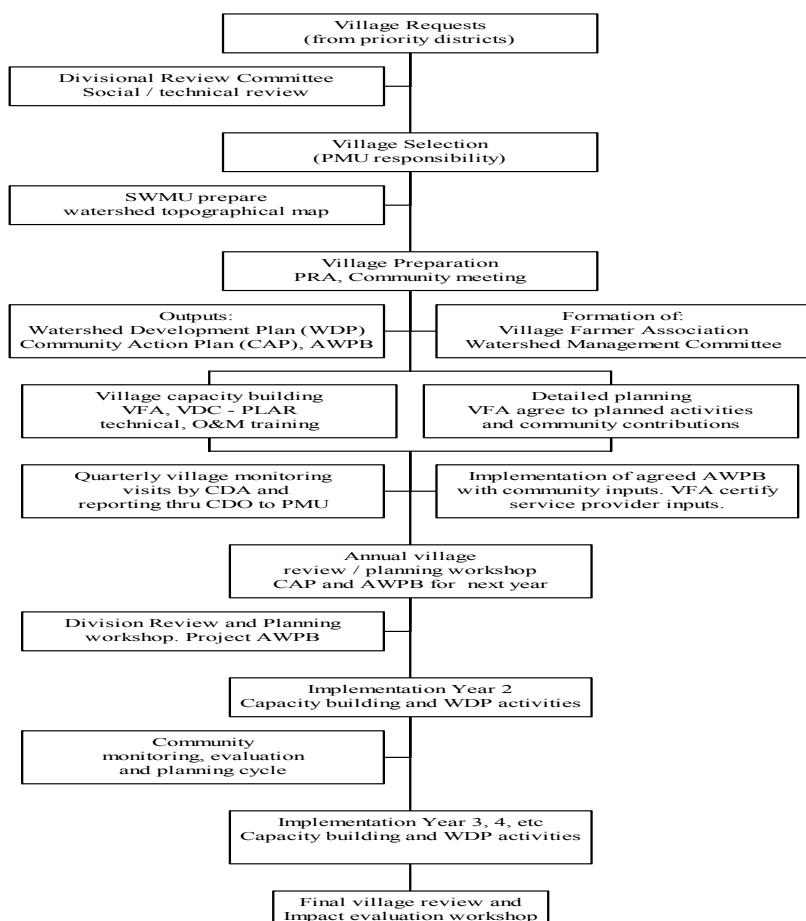
B. Implementation Responsibilities

5. **Beneficiary participation.** Beneficiaries will take the lead in the participation in PRA activities to identify the issues to be addressed and prioritize the activities undertaken; the development of the watershed development plan and annual action plans; the mobilization of the local contribution, the undertaking of trial and full-scale conservation farming activities to identify the techniques best suited to their environment; the provision of the manual labour needed for the construction and maintenance of water retention, swamp access and water erosion control structures and the monitoring of effects and impacts at their own sites. They will also take part in annual review/planning workshops on project activities through the relevant village farmer associations (VFAs) and watershed farmer associations (WFAs). VFA activities will be coordinated at the village level by the village development committee (VDC) and across a whole watershed by a WFA.
6. **Service providers.** To implement community initiated work plans and village agreements, the PMU will contract public and private service providers annually to implement activities on the basis of agreed AWP/Bs through a performance-based contracting system of the type that has been successfully introduced under RFCIP. A voucher system will be set up to empower communities and allow them to monitor the performance of service providers.

C. Community Participation Processes

7. Implementation will build on the LADEP processes to incorporate the additional options and the need to strengthen community commitment to ongoing O&M activities. The implementation process is outlined in Figure 1.

Figure 1. PIWAMP Community Participation Process



8. **Village identification and site selection** (responsibility of the PMU). A major change with respect to LADEP will be that village identification and site selection will take place in the first half of the year so village planning can take place at suitable times during the wet season and an AWP/B can be prepared for the following year's activities. Villages in priority areas that have unsuccessfully applied to LADEP for support will be encouraged to reapply.¹ Steps will include:

- (i) Sensitization at the division level² targeting both communities and DAS staff, including village extension workers (VEWs); sensitization in priority districts based on poverty levels and known land degradation issues for upland interventions (see footnote) and in priority districts based on known opportunities for development of rice production in lowland areas.

¹ However, they will need to meet the revised targeting guidelines outlined above, which will be finalized during the pre-implementation activities.

² The upland land management and conservation farming activities will initially only be promoted within limited watersheds in North Bank Division, Western Division and Upper River Division.

APPENDIX IV

- (ii) The division review committee assesses community commitment to other projects.
- (iii) Village visits and meetings with the project team (social and technical members) allow expressions of interest to be prioritized at the division level.

9. **Village preparation and site planning.** After PMU confirmation, SWMU, with VDC/VFA, will develop a whole watershed topographical map for use in the following steps:

- (i) DCD staff will lead participatory rural appraisal (PRA) activities with women and men VDC members and possible VFA members to assist the community in assessing its position and opportunities for improvement and in prioritizing activities that could be undertaken under PIWAMP. The district multidisciplinary facilitation team, including VEW and DAS/SWMU subject matter specialists, will assist in technical areas. It may take several months for this activity to find community agreement. If agreement cannot be reached within 18 months, the project will withdraw from the community. Outputs include:
 - A VFA formed with equal numbers of men and women representing all *kafos* planning to implement activities in the community.
 - A draft watershed-management plan. The works will be phased so that the community has to show its commitment to ongoing O&M before larger works are implemented.³
 - The VFA, with the help of the community development assistant (CDA), produce an annual community action plan (CAP).
 - A village watershed map showing current cropping patterns, current cattle grazing areas and areas allocated for cattle to move to water, areas with severe land degradation and areas with opportunities for improvement. This will be a key element in the assessment of project impact.
 - A baseline report, including socio-economic information from the PRA process, covering the verifiable indicators required by the project logframe.
- (ii) VEW and SWMU field staff work with VDC to produce an environmental impact assessment screening note.⁴
- (iii) Training activities for VDC and VFAs to develop capacity to implement and maintain activities, together with HIV/AIDS awareness.
- (iv) VDC, with the community development coordinator and VEW, mobilize the village resources needed for project activities.
- (v) Where there is more than one village in the watershed, the VDCs will sponsor the formation of a WFA to review proposed annual village workplans so as to ensure that activities are complementary.

³ For works outside the LADEP-type lowland activities, the proposed work programme must cover at least three years, with no more than one third of proposed construction to occur in the first year, and the construction activities must be linked to the adoption of conservation farming and the controlled management of livestock by the community.

⁴ Page 29, Environmental Impact Assessment Procedures, NEA.

APPENDIX IV

- (vi) VFAs with VDC/traditional leadership ensure that land tenure issues are addressed before works can start.

10. **Implementation.** Each year, the community will implement its agreed action plan, including:

- (i) VDC/VFA will mobilize the local resources needed for construction and maintenance.
- (ii) Work activities, as agreed with the community, will be implemented as per schedule.
- (iii) Ongoing training activities so that VDC and VFAs will develop capacity.
- (iv) Ongoing PLAR activities will be carried out in lowland and upland crops and livestock activities.
- (v) VFAs report quarterly to VDC on project activities, particularly problems or any additional resources needed. The CDA visits each VFA to update information.
- (vi) VFA, with VDC, give final acceptance to work undertaken to allow final payment.
- (vii) In August/September, VDC, with CDA, organize a two-day rapid review/planning workshop of all project activities in villages. Members of the WFA and other VFAs will be invited to participate. The appraisal will generate a participatory M&E report, AWP/B and CAP for the following year prepared by the CDA.⁵

D. Operations and Maintenance of Project Initiatives

11. As with most projects of this type, ongoing O&M is weak because of a lack of borrower government resources, coupled with a dependency mentality encouraged by top-down-driven projects and a lack of clarity about the final responsibility for the components of O&M. The issue will be addressed by:

- (i) Strengthening the community participation approach, so the community participation process will continue for two to three years to build the capacity of the community not only to do the work, but, more importantly, to mobilize resources and include the O&M activities in annual village community works.
- (ii) Staging of activities, particularly of the upland interventions, so that communities have to demonstrate their commitment to the full planned construction programme, including ongoing O&M; otherwise, the project interventions will be postponed until relevant O&M issues are addressed.
- (iii) Continuing the use of labour intensive interventions so that it will be easier for the community to undertake most of the work with some assistance in the delivery of materials not readily available within the community.
- (iv) Including O&M as a key part of the village agreement committing the village (and the project) to obligations, including O&M resources for project activities. Communities will be encouraged to identify how both labour and money contributions for O&M will be

⁵ The satisfactory completion of a participatory M&E report will form part of the contract with the community and will be a prerequisite for the reception of any further funding or support.

APPENDIX IV

made. Some villages have a communal farming area from which produce is sold to raise funds.

- (v) Service providers, as part of their annual contract, will commit to monitor the infrastructure constructed annually, recommend required maintenance and, subject to approval by the PMU, include necessary remedial work beyond the capacity of the community in their AWP/Bs.
- (vi) At the annual VFA review/planning workshop at the village level, the VFA will review the completed activities and their associated O&M activities. This will allow maintenance issues to be included in the following year's CAP and AWP/B. Therefore, O&M can be mainstreamed into the project activities and given a similar priority and weighting as new construction work. The inclusion of O&M activities in village CAPs and AWP/B would be a good indicator of progress.
- (vii) By undertaking this review/planning near the end of the wet season, problems can be identified as they arise, and a longer lead time will be available to mobilize resources (labour and possibly funding) during the dry season. According to a consistent feedback from villages and farmers, materials and planned inputs for maintenance (and construction) were not ready when the labour was available during the dry season.

12. A matrix in Annex 5 sets out the responsibilities for O&M activities. In all cases, SWMU or the appropriate technical body for village water supplies and roads is responsible for the provision of specialist technical advice.

E. Project Implementation Manual

13. The PMU will prepare a draft project implementation manual based on an outline provided by IFAD. The manual will include project objectives, logical framework and components; detailed implementation arrangements, including roles and responsibilities of the community groups, PMU and service provider; procurement and disbursement procedures; and management and accounting systems, including standardized M&E arrangements with indicators; a chart of accounts and budgetary codes; and financial management and audits. The manual will provide a summary of roles and responsibilities at each administrative level – community, district/division and central – so that relevant information can be distributed to each level. The PMU will submit the draft manual to the cooperating institution for their comments and approval before the loan becomes disbursement effective.

F. Monitoring and Evaluation

14. The M&E sub-component will include: (a) the internal monitoring of the progress of implementation and unfolding effects (by the PMU and partner institutions); (b) participatory M&E through the community participation process; (c) environmental monitoring and impact assessment (by NEA); and (d) impact evaluation, largely through the community participation approach, but also using targeted studies. The addition of an M&E economist to the PMU will greatly strengthen the ability of the project to coordinate and undertake evaluation activities and impact assessment. All the data collected will be disaggregated by gender.

15. **Village and activity identification.** The key element of the M&E system will be the fact that each participating village will be allocated a unique site identification code as will each possible activity (with the facility for multiple similar activities). All reporting and claims for work undertaken as part of the WDF activities will have to show the site and activity identification codes before payment for contracted services will be made.

APPENDIX IV

16. **The internal monitoring of the progress of implementation.** Each service provider will monitor its own implementation progress against AWP/B targets and submit quarterly progress reports to the M&E officer in the PMU. In addition, the CDA responsible for a VFA will make a simple quarterly report on all project activities in the village and forward this to the PMU.⁶ The information will be held in paper form in files for each community at the divisional level and in a simple Microsoft Access database in the PMU. A member of the PMU M&E unit will receive training in using Microsoft Access so the unit can write simple query tables to access the information. If capacity can be built at the divisional level, data entry could be decentralized to division offices using a compiled database with updated information transferred electronically to the PMU.

17. The PMU M&E unit will compile this information into quarterly progress reports and annual progress reports incorporating outcomes from participatory M&E activities. The progress reports will especially focus on the outcomes and impact of the project. They will also set out physical progress, procurement activities and expenditures, and they will document and evaluate the representation of men and women. The PMU will provide quarterly progress reports before each PCC meeting.

18. An MTR will be undertaken in the third year using an outside evaluation consultant to facilitate the MTR as a training activity for all PMU and service provider M&E staff, plus representatives of the participating farmers selected through the VFA/DFA structure, which will form the basis for the modification of the project's approach, if necessary.

19. **Environmental monitoring.** The NEA will be funded to review the screening notes produced for each watershed development plan; prepare a small number of typical environmental management plans for field activities that can then be used as examples for future similar activities and to undertake monitoring field trips on project activities for compliance with the environmental management plans. At the start of the project, the NEA will be contracted to produce an environmental action plan.

20. **Participatory M&E.** This will be the responsibility of the community development section of the PMU working with the M&E section. It will include:

21. **Impact assessment.** As part of the PRA process in the first year of activities in a village, the community will agree on a set of indicators that may be affected by project activities. These include the wealth ranking of families in the community; months in the year when rice (and other basic foodstuffs) are not available; and the distribution of land tenure and other forms of wealth in the village. The community will also be asked to assess how the previous season on which they are basing their assessments compares with the long-term average. This information will be collated as part of the PRA report and transferred to the MIS. At the end of project activities in a community, the community will be asked to reassess the situation against the baseline indicators.

22. **Vector-borne diseases.** There is no evidence that LADEP activities have led to increased malarial infection. Incidence of malaria will be monitored at the baseline, annual PRAs, MTR and completion by CDAs. It has been agreed that PIWAMP would share information and experiences with DOSHSW statistics unit so that the control measures could be intensified should any increase in cases be detected. M&E activities on back swamp sites will give specific attention to the establishment of baseline infection rates, and DOSHSW field workers will monitor infection over the life of the project. It has been agreed that PIWAMP would monitor the incidence of schistosomiasis in its project communities and would share the information and experiences with the DOSHSW statistics unit.

⁶ This will be a simple form with gender disaggregated data that can be updated at each quarterly CDA visit in consultation with the VFA and VDC. It will be faxed directly to the PMU from the divisional office.

APPENDIX IV

23. **External evaluation** will be carried out by the M&E section of DOP. The Government will carry out, jointly with IFAD and with the assistance of the cooperating institution, an MTR no later than project year 4. The cost of this review will not be carried by PIWAMP. The M&E unit of DOP/DOSA will take responsibility for the preparation of the borrower's MTR and PCRs. The NEA will take responsibility for the environmental impact assessment.